

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICO

Allée des combes
01150 Blyes

Références : 20250626-RAP-UDA-S5-1
Code AIOT : 0006110065

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement SICO implanté 400, Allée des combes à Blyes (01150). L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (service inspection des installations classées) organise au cours du mois de Juin 2025 une vaste opération de contrôle sur de nombreux établissements ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) sur le thème des installations de réfrigération dans le département de l'Ain.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICO
- 400, Allée des combes 01150 Blyes
- Code AIOT : 0006110065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SICO, localisée dans le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain à Blyes, a pour activité le conditionnement aérosol et non-aérosol de produits destinés à des activités d'hygiène (cosmétiques, insecticides, ...) ou agroalimentaires. Le site dispose de 3 chaînes de conditionnement aérosol et une chaîne de conditionnement liquide, et d'installations pour des activités de formulation.

Sur le plan administratif, le site est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre du 30 novembre 2012 modifié le 18 mai 2015 et le 8 mars 2016. Il est classé SEVESO seuil bas.

Au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), les activités exercées relèvent :

- du régime de l'autorisation pour les rubriques : 1421.1, 4320.1, 4802.1.a ;
- du régime de l'enregistrement pour la rubrique 4331.2 ;
- du régime de la déclaration pour les rubriques 1530.3, 4120.2.b, 4130.2.b, 4718.2 et 4802.31.a.

Contexte de l'inspection : Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection : Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------|---|--|-----------------------|
| 3 | Tenue de registres | Règlement européen du 07/02/2024, article 7 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|---|
| 1 | Situation administrative | Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 511-9 |
| 2 | Identification et connaissance des équipements | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe 1) |
| 4 | Attestations des opérateurs | Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 543-78 |
| 5 | Contrôle à la mise en service | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-79 |
| 6 | Confinement – Carnet d'entretien des équipements | Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 543-82 |
| 7 | Contrôle périodique des équipements | Règlement européen du 07/02/2024, article 5 |
| 8 | Interdiction de recharge d'un équipement fuyard | Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 543-89 |
| 9 | Confinement des fuites | Règlement européen du 07/02/2024, article 4 points 3 et 5 |
| 10 | Marques de contrôle | Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 |
| 11 | Étiquetage des équipements | Règlement européen du 07/02/2024, article 12 |
| 12 | Contrôle périodique | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe 1, §1.1.2 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations a relevé une non-conformité sur un des 12 points de contrôle. Elle demande à l'exploitant de lui transmettre, sous deux mois, copie des registres de suivi prescrits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 511-9

Thèmes : Produits chimiques, Classement au titre de la rubrique 1185

Prescription contrôlée :

« *Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) :*

Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg ;

Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg. »

Constats :

L'exploitant a exposé que certains fluides de type HFC ont historiquement été utilisés comme gaz propulseurs dans les aérosols produits dans l'établissement. Ces fluides étaient stockés dans la cuve numérotée R134a. L'établissement n'utilisant plus ce type de fluide dans ses productions, la cuve a été inertée. La visite du site a permis de constater l'effectivité de cette situation.

Elle remarque que l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (APAE) du 30 novembre 2012 modifié prescrit que l'établissement relève :

- du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4802.1.a de la nomenclature des ICPE
- du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4802.31.a de cette nomenclature.

Si l'exploitant n'exerce plus les activités correspondant à ces rubriques, il devra notifier leur cessation à Mme la préfète dans les conditions prévues par la réglementation.

L'établissement intégrant plusieurs équipements clos avec gaz à effet de serre fluorés, il a présenté à la demande de l'inspection des installations classées :

- des fiche d'intervention pour les opérations nécessitant une manipulation de fluides frigorigènes effectuées sur un équipement (formulaires CERFA 15497*04) ;
- des bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSD issus de l'outil Trackdéchets) le cas échéant ;
- les rapports d'intervention des différents prestataires intervenant sur les matériels

Sur la base de ces éléments, l'exploitant a pu présenter :

- la liste exhaustive des équipements de capacité unitaire supérieure à 2 kg de fluide frigorigène ;
- la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation : 61,64 kg.

L'inspection des installations classées conclut de ces informations que l'établissement ne relève pas de la rubrique 1185.2.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le seuil du régime de la déclaration étant de 200 kg.

Elle n'a pas d'autre remarque sur ce point de contrôle.

N° 2 : Identification et connaissance des équipements

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe 1) |
| Thèmes : Produits chimiques, Identification des équipements concernés |
| Prescription contrôlée : « Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018). Annexe 1 : Point 3.2 : étiquetage des équipements contenant des fluides. Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. Point 3.3 : état des stocks de fluides : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport. » |
| Constats : L'exploitant a présenté les documents à jour pour chacun des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site (cf. point de contrôle n°1). Ces éléments précisent bien les capacités unitaires et les fluides contenus. Procédant par sondage, l'inspection des installations classées a pu constater lors de la visite du site : <ul style="list-style-type: none">• la cohérence entre les documents de suivi présentés et les matériels présents sur le site ;• la présence effective des étiquettes sur chacun des équipements contenant des fluides. Elle n'a pas de remarque sur ce point de contrôle. |

N° 3 : Tenue de registres

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7 |
| Thèmes : Produits chimiques, Registre de suivi des équipements |
| Prescription contrôlée : « Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes : a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ; b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ; c) la quantité de gaz récupérée ; d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la |

personne physique ayant exécuté les opérations ;

f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;

g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz. »

Constats :

L'exploitant a présenté différents éléments épars permettant le suivi de son parc de machines (cf. point de contrôle n°1).

Procédant par sondage, l'inspection des installations classées a sélectionné plusieurs interventions mentionnées dans le registre. L'exploitant a pu présenter chacune des fiches d'intervention correspondante. Ces formulaires CERFA 15497*04 comprennent la totalité des informations mentionnées aux alinéas a à g susvisés.

L'inspection des installations classées remarque toutefois que l'exploitant ne dispose pas de documents de synthèse constituant, pour chaque équipement, le registre de suivi. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de produire, sous deux mois, ces registres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 543-78

Thèmes : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

« Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français. »

Constats :

L'exploitant a présenté les attestations et certificats de capacité des différents prestataires intervenant sur le parc d'équipements. Il s'est par ailleurs connecté à la base de donnée ADEME en saisissant les numéros SYDEREP des différents prestataires.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.

N° 5 : Contrôle à la mise en service

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-79

Thèmes : Produits chimiques, Mise en service

Prescription contrôlée :

« Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant

de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française. »

Constats :

Procédant par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de produire les documents attestant du contrôle de mise en service d'un équipement installé récemment (machine AQUACIATPOWER modèle ILD800R, installée au mois de février 2025). Celui-ci a présenté la fiche d'intervention produite par l'opérateur dont la compétence est démontrée (fiche d'intervention de la société CARRIER n°ILD 0800R 0069).

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.

N° 6 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 543-82

Thèmes : Produits chimiques, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

« L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original.

L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...] »

Constats :

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté une fiche d'intervention correspondant à une opérations effectuée (contrôle d'étanchéité d'une pompe à chaleur par la société Carrier Rhone Alpes). La fiche mentionne la totalité des informations demandées (dont le n° de capacité de l'opérateur).

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.

N° 7 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5

Thèmes : Produits chimiques, Fréquence des contrôles d'étanchéité

Prescription contrôlée :

« 1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kg ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.

Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à

l'annexe I; ou

b) ils contiennent moins de 2 kg de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kg de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois ; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois ;

b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kg ou plus, mais moins de 100 kg de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois ;

c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kg ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois. »

Constats :

L'exploitant a présenté les documents relatifs aux contrôles périodiques des équipements. Il a transmis par courriel en date du 16/06/2025 des copies numériques de ces documents.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.

N° 8 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R. 543-89

Thèmes : Produits chimiques, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

« Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite. »

Constats :

L'exploitant a exposé ne pas avoir identifié de fuite dans son établissement, les fiches de contrôle d'étanchéités présentées confirment cette affirmation.

L'inspection des installations classées a rappelé les prescriptions applicables.

Elle n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.

N° 9 : Confinement des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4 points 3 et 5

Thèmes : Produits chimiques, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

« 3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés... prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz. [...] »

5. Lorsque une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés... veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.

Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés, article 7 : Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation. »

Constats :

L'exploitant a exposé ne pas avoir identifié de fuite dans son établissement, les fiches de contrôle d'étanchéités présentées confirment cette affirmation (cf. point de contrôle n°8).

L'inspection des installations classées a rappelé les prescriptions applicables. Elle n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.

N° 10 : Marques de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

Thèmes : Produits chimiques, Marques de contrôle

Prescription contrôlée :

« Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuite, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. »

Constats :

Pendant la visite du site, l'inspection des installations classées n'a pas pu constater la présence effective des marques de contrôle d'étanchéité sur une partie des machines contrôlées. Par courrier en date du 16/06/2025, l'exploitant a transmis des photographies pour attester de la présence de ces marquages. Il a transmis par ailleurs les documents relatifs aux contrôles périodiques de la totalité des équipements concernés (cf. point de contrôle n°7).

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.

N° 11 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12

Thèmes : Produits chimiques, Étiquetage

Prescription contrôlée :

« 3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :

- a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz ;
- b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique ;
- c) à compter du 01/01/2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.

4. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 est parfaitement lisible et indélébile et est placée soit :

- a) à côté des vannes de service servant à la charge ou à la récupération des gaz à effet de serre fluorés ; soit
- b) sur la partie du produit ou de l'équipement qui contient les gaz à effet de serre fluorés.

L'étiquette est libellée dans les langues officielles de l'État membre dans lequel aura lieu la mise sur le marché, la mise à disposition ou la fourniture. »

Constats :

Pendant la visite du site, l'inspection des installations classées n'a pas pu constater la présence effective des étiquettes réglementaires sur une partie des machines contrôlées. Par courrier en date du 16/06/2025, l'exploitant a transmis des photographies pour attester de la présence de ces marquages.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur ce point de contrôle.

N° 12 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe 1, §1.1.2

Thèmes : Produits chimiques, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

« Si l'installation est soumise à déclaration (plus de 300 kg de fluides) au titre de la 1185.2

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. »

Constats :

L'activité ne relève pas de la rubrique 1185.2 de la nomenclature des ICPE (cf. point de constat n°1).
L'installation n'est pas concernée par les contrôle périodiques.

